Diasporas
Circulations, migrations, histoire

28 | 2016
Scènes urbaines

Quand les migrants arrivent en ville : politiques et pratiques de l'hospitalité et de la citoyenneté

Compte-rendu des 9e rencontres franco-italiennes de géographie sociale

Julie Picard et David Lagarde

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/diasporas/686
ISSN : 2431-1472

Éditeur
Presses universitaires du Midi

Édition imprimée
Date de publication : 31 décembre 2016
Pagination : 155-161
ISBN : 978-2-8107-0490-3
ISSN : 1637-5823

Ce document vous est offert par Université Toulouse 2 - Jean Jaurès

Référence électronique
Julie Picard et David Lagarde, « Quand les migrants arrivent en ville : politiques et pratiques de l'hospitalité et de la citoyenneté », *Diasporas* [En ligne], 28 | 2016, mis en ligne le 28 juin 2017, consulté le 04 décembre 2019. URL : http://journals.openedition.org/diasporas/686

Diasporas – Circulations, migrations, histoire est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Quand les migrants arrivent en ville : politiques et pratiques de l'hospitalité et de la citoyenneté
Compte-rendu des 9e rencontres franco-italiennes de géographie sociale

Julie Picard et David Lagarde

Les jeudi 26 et vendredi 27 mai 2016 se sont tenues à Toulouse et à Albi les 9e rencontres franco-italiennes de géographie sociale. Organisée par le LISST-CIEU, l'INU Champollion et l'UMR Passages (Bordeaux), avec le soutien du Labex SMS et du laboratoire ESO de Caen, cette édition avait pour titre « Quand les migrants arrivent en ville. Politiques et pratiques de l'hospitalité et de la citoyenneté ».

Dans leur introduction, Isabelle Dumont, Stéphanie Lima, Bénédicte Michalon et Olivier Pliez ont commencé par dédier ce colloque à la mémoire de Mathieu Giroud, assassiné au Bataclan lors des attentats de Paris du 13 novembre 2015. Géographe critique et engagé, il a consacré ses travaux à la ville et à ses habitants, deux objets de recherche situés au cœur de ces 9e rencontres de géographie sociale. Ils sont ensuite revenus sur l'histoire de ces rencontres, dont la première édition s'est déroulée à Parme en 2008. Pensées comme un espace d'échange interdisciplinaire, elles visent à favoriser le dialogue et la confrontation d'idées entre chercheurs, doctorants et membres de la société civile. Depuis neuf ans, un colloque annuel est organisé alternativement en Italie et en France. En choisissant de traiter cette année des migrations internationales sous l'angle de l'hospitalité et de la citoyenneté, les organisateurs ont décidé d'aller à l'encontre des tendances actuelles concernant les migrations vers l'Europe, afin d'apporter un point de vue critique et distancié sur un thème d'actualité. En retenant également la thématique de la ville, il s'agissait de souligner la diversité des espaces urbains concernés par l'arrivée de migrantes et de migrants. Ces thèmes ont été abordés à partir d'observations menées sur des terrains d'enquête situés en Europe, en Afrique, en Amérique du Sud et au Moyen-Orient.

Une trentaine de chercheurs et d'acteurs de la société civile sont intervenus dans le cadre de ce colloque organisé autour de huit sessions thématiques différentes. Une conférence de Guy Di Méo, intitulée « Itinéraires en géographie sociale », a ouvert les débats ; il y est revenu sur l'histoire, le développement et les évolutions de ce champ au sein du monde universitaire français. Il a rappelé que ce courant de la géographie s'est développé dans les années 1970 à partir d'une méthode privilégiant les entretiens, les observations de terrain et les descriptions littéraires, visant à analyser les interactions entre rapports sociaux et rapports spatiaux. Il s'est ensuite efforcé de replacer l'existence du réseau franco-italien de géographie sociale dans un courant de pensée et de collaborations interdisciplinaires, initiées en France dès le milieu des années 1970, entre les écoles universitaires de l'Ouest et du Sud-Est

français. Le REMICA (Recherches Midi-Catalogne), fondé par Bernard Kayser, fut la première initiative du genre. En revendiquant une approche critique de la géographie – en opposition à une géographie qui jusqu'alors se voulait assez proche du pouvoir –, ce réseau a notamment favorisé la collaboration de chercheurs issus de différentes universités du Sud de la France et de Barcelone. Les collaborations interdisciplinaires entre chercheurs appartenant à différentes universités se sont ensuite multipliées, notamment dans le cadre des activités de l'Observatoire du changement urbain, initié par Henri Mendras, sociologue de la ruralité. En 1991, la première école d'été de géographie sociale est organisée à Albertville. Dans le prolongement de ces collaborations interdisciplinaires, les rencontres franco-italiennes de géographie sociale voient le jour en 2008, à l'initiative de la Société italienne de géographie et de l'université de Caen-Basse Normandie. Ces rencontres viennent formaliser des collaborations déjà initiées de manière informelle par Robert Hérin du côté français et Claudio Cerreti pour la partie italienne, sans oublier Isabelle Dumont, une des « chevilles ouvrières de ces rencontres[1] ».

Le colloque s'est ensuite déroulé sous la forme de sessions thématiques. La première était intitulée « Réguler la ville ou réguler le social ? Accueil institutionnalisé et accueil bricolé ». Les insuffisances et dysfonctionnements des politiques d'accueil, qu'elles soient nationales ou locales, ont été soulignés. En Sardaigne et plus particulièrement à Cagliari, si les centres d'accueil se multiplient face à l'arrivée croissante de migrants depuis les rives sud de la Méditerranée, les situations d'accueil d'urgence tendent, selon Silvia Auru et Maurizio Memoli (Dipartimento di Economia e Scienze Aziendali, Cagliari), à devenir la norme. À partir du cas de Marseille, Assaf Dahdah et Gwenaëlle Audren (Telemme, Aix-Marseille) ont pointé l'insuffisance de l'offre en termes d'hébergement d'urgence pour les demandeurs d'asile syriens, les dysfonctionnements bureaucratiques ou encore les risques d'expulsion que vivent certains mineurs. Les États européens semblent se désolidariser de la question de l'accueil des demandeurs d'asile et des migrants, et laissent place à un système de gestion plus local, fonctionnant généralement entre le formel et l'informel, donnant couramment lieu à des dérives. À l'inverse, des collectifs et des associations (y compris de migrants) émergent et se développent, tout comme des formes d'hébergement alternatives, chez des militants ou dans des squats. D'après Marion Lièvre (Citeres, Tours), ce sont davantage les réseaux d'interconnaissance des bénévoles des associations (avec la mairie de Montpellier par exemple) qui vont pouvoir influer dans la prise en charge et la considération politique des migrants roms roumains ; ils peuvent finir par faire émerger des formes d'institutionnalisation, voire des politiques publiques à part entière. Enfin, des actions et des discours impulsés « par le bas » et par les migrants repositionnent ces derniers en situation d'acteurs. Ils développent des capacités à s'insérer dans la ville et leurs pratiques sont bien à l'origine de la transformation de certains quartiers. Au sein de ces « sas » urbains, les migrants accèdent à de multiples ressources afin de mieux vivre l'attente[2].

Tout en continuant d'opter pour une approche par les compétences propres des

1. Isabelle Garat, « Introduction », *ESO, Travaux et documents*, juin 2013, n° 35.

2. À Marseille, les politiques actuelles de rénovation et de réhabilitation urbaines ont été évoquées et dénoncées dans le sens où elles chercheraient indirectement à « invisibiliser » ou à reléguer en périphérie les « marginaux » et les populations les plus pauvres résidant dans le centre-ville.

migrants, les intervenants de la deuxième session ont insisté sur le contexte actuel de durcissement des politiques migratoires, tout en mobilisant les notions de « circulations », d'« ancrages », mais aussi de « réseaux » (de personnes, de migrants, de lieux). Par leurs mobilités, volontaires ou forcées, les migrants mettent en relation des espaces, supports de ressources. La difficile utilisation du concept d'« habiter » a été évoquée par Ninon Huerta (Passages, Bordeaux), à propos des saisonniers espagnols d'origine sahraouie installés à Libourne, effectuant des allers-retours réguliers avec Bordeaux, l'Espagne et même le Sahara occidental où certains membres de leur famille résident encore. Florence Boyer (IRD, Urmis, Paris) a soulevé la question de la fabrique de la ville par des Nigériens expulsés d'Arabie saoudite vers Niamey. Pour certains, nés en Arabie saoudite, cette capitale apparaît comme une ville étrangère où ils peinent à s'insérer. Employés dans des écoles coraniques ou vivant des remises envoyées par leurs proches restés en Arabie Saoudite, ceux qui n'arrivent pas à s'insérer localement font parfois le choix de repartir à l'occasion du *Hadj* et de vivre sur le territoire saoudien en situation de clandestinité. David Lagarde (LISST-CIEU, Toulouse) a insisté sur les circulations transfrontalières anciennes entre la Syrie et la Jordanie. Depuis le début du conflit et le durcissement des politiques migratoires jordaniennes, ces mobilités sont perturbées mais des relations d'entraide transnationales résistent malgré tout à ces changements et facilitent l'installation des réfugiés au sein des villes jordaniennes. Enfin, les réseaux sociaux abordés par Fabien Laffont (LISST-CERS, Toulouse) sont ceux construits par les transmigrants boliviens installés à Sao Paulo, Santiago ou Buenos Aires. Croisant les thématiques de la mobilité spatiale et sociale, il a montré comment la fréquentation d'espaces « communautaires » recréés à l'étranger permettait à ces migrants de mobiliser des réseaux relationnels qui favorisent leur embauche dans des ateliers de confection textile, et dans certains cas leur ascension socioprofessionnelle (chefs d'atelier, propriétaires).

La dernière session de la première journée était intitulée « Migrations et expérimentations artistiques ». Elle avait pour intention de décloisonner et de faire dialoguer les mondes de la recherche, de l'art et du militantisme. L'art rassemble en effet des moyens pédagogiques permettant de véhiculer des messages différents (éloignés de ceux des médias) sur les migrants et les migrations. Dans un premier temps, en mêlant poésie, textes, danse, musique, chant et enregistrements sonores, Gaby Acosta, Flore Broue, Marie Diart, Mathilda Diaz, Salomé Michaux et Aria Trotel, étudiantes en études théâtrales de l'université Jean-Jaurès, ont pu présenter des performances sensibles et engagées issues de l'atelier d'écriture « Écrire les migrations ». Benoît Raoulx (ESO, Caen), Paloma Fernandez Sobrino (association L'âge de la Tortue, Rennes) et Thomas Vetier (EA PREfics, Rennes)[3] ont également présenté leurs projets participatifs d'*Encyclopédie des migrants*. Cet ouvrage a pour volonté de regrouper, d'ici 2017, 400 témoignages de migrants installés de Rennes à Gibraltar, en passant par huit villes de la côte atlantique. Un film est également tourné en parallèle de ces rencontres, en collaboration avec le programme FRESH[4]. Afin de mener une réflexion globale, l'objectif

3. La communication devait initialement être présentée aux côtés de Margaux Verove (ESO, Caen), Antoine Chaudet (L'âge de la tortue), Frédéric Leterrier et Gudrun Ledegon (EA PREfics, Rennes), et Anne Morillon (collectif Topik).

4. Filmer la recherche en sciences humaines, Rennes et Caen.

est de faire participer aux projets les migrants, les universitaires, les habitants des quartiers ou villes retenus, mais aussi tous les autres candidats citoyens volontaires. Enfin, Barbara Métais-Chastanier (INUC, Albi) a eu l'occasion de présenter la pièce commandée par le théâtre de la Commune, *81 avenue Victor-Hugo* (qui correspond à l'adresse d'un squat de migrants à Aubervilliers), jouée par huit sans-papiers qui racontent leur parcours. Faisant partie des auteurs de la pièce, Barbara Métais-Chastanier a aussi soulevé la question du théâtre comme lieu d'hospitalité.

La session 4, qui a ouvert la seconde journée du colloque, était intitulée « La présence migrante, enjeu des sociabilités urbaines ». Elle a rassemblé des chercheurs italiens et français, travaillant respectivement sur la ville de Rome et de Calais. Serenella Stasi (université de Rome) et Sabrina Spagnuolo (Confedertecnica) ont tenté de définir les frontières (in)visibles et les tensions existant entre les communautés migrantes de Rome (demandeurs d'asile notamment, néo-arrivants) et les habitants de la ville. Les questions de la xénophobie et du rôle de l'Église catholique (Caritas) ont été soulevées. La crise de l'hospitalité a été décrite également à Calais, par Céline Tritz et Florent Cholat (Pacte, Grenoble)[5]. On retrouve dans le Nord de la France la problématique de cette connaissance mutuelle partielle, entre la majorité des habitants calaisiens et migrants, nourris de représentations et de préjugés, les deux groupes se sentant paradoxalement « en danger ». Cela est aussi lié à l'isolement spatial et social de la « jungle » de Calais, où les ONG travaillent seules, et où elles doivent répondre, encore une fois, à des situations d'urgence, sans être réellement soutenues par les institutions ou autorités locales[6].

La cinquième session était intitulée « Soutenir l'accès des migrants à la ville ? Les politiques d'intégration et leurs effets ». Fabio Pollice et Federica Epifani (université de Salento) ont permis de souligner la diversité des politiques locales d'intégration au sein de quatre villes moyennes italiennes (Udine, Pavia, Pistoia et Teramo). La communication d'Émilie Bonnet (IDEES, Rouen) et d'Émilie Lebreton (DySoLa, Rouen) questionnait la notion d'intégration (sociale, linguistique, politique et culturelle) à travers l'étude de dispositifs d'actions linguistiques dans différents quartiers de l'agglomération de Rouen. À partir d'une approche mixte, basée sur la rencontre scientifique de la géographie et des sciences du langage, leur étude a permis de soulever les enjeux sous-jacents à l'enseignement du français, ainsi que l'importance de l'identité des territoires dans ce processus d'apprentissage et d'intégration locale. Dans certains quartiers, l'apprentissage du français est perçu comme un véritable vecteur de participation citoyenne des migrants à la vie publique locale. Enfin, Alfredo Mela et Roberta Navascone (École polytechnique de Turin, DIST) ont présenté les résultats de leur recherche qui interroge la capacité de la pratique sportive à favoriser l'insertion sociale des migrants au sein de la ville de Turin. En tant que lieu d'interaction entre migrants au sein d'un espace géographique déterminé, la pratique sportive permet aux migrants d'élargir leur cercle relationnel, à la fois à l'intérieur de leur propre

5. La communication a été préparée avec l'appui de Luc Gwiazdzinski (Pacte, Grenoble).

6. Les communicants ont évoqué l'exposition réalisée par des étudiants géographes, urbanistes et architectes grenoblois et parisiens à partir d'un travail de terrain effectué à Calais, ainsi que la publication d'un contre-guide touristique de la ville de « New Jungle ».

communauté, mais également auprès de migrants d'autres nationalités.

La question des marges urbaines et des espaces interstitiels était abordée au sein de la session 6. Eleonora Canepari et Elisabetta Rosa (Telemme, LabexMed, Aix-Marseille) ont présenté les stratégies d'insertion urbaine de migrants installés à Turin, à Rome et aussi à Marseille, alternant entre des études portant sur le XVII^e^ et le XXI^e^ siècles. Bien que considérés en transit et que la précarité soit plus grande aux marges de la ville, tout en restant mobiles, les migrants réussissent à investir, à s'ancrer et à appartenir à la ville, notamment par leurs activités professionnelles, formelles ou informelles. Fabio Amato (université de Naples « l'Orientale ») a aussi démontré comment Naples et ses périphéries étaient transformées par la présence de migrants de diverses origines (Chinois, Pakistanais, Algériens, Bangladais…). Les niches économiques privilégiées, faute de pouvoir accéder à des emplois qualifiés ou même formels, sont le commerce (alimentaire, de gros) ou « le bâtiment ». L'exemple de la présence chinoise a été retenu afin de soulever la question des recompositions urbaines, sans réelle intégration des populations migrantes, c'est-à-dire la question de quartiers fonctionnant en réseau, davantage au niveau transnational que local. Enfin, Julie Picard (LISST-CIEU, Toulouse) a montré comment les migrants d'origine subsaharienne (réfugiés, demandeurs d'asile ou autres statuts variés) s'étaient durablement installés au Caire, malgré l'absence de politique d'intégration menée par le gouvernement égyptien et malgré les dysfonctionnements du HCR (Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU). Grâce aux ONG, notamment confessionnelles, et aux Églises d'origine missionnaire, ils trouvent des ressources afin de mieux s'ancrer et de mieux vivre l'attente. Dans leurs quartiers d'habitation – périphériques –, ils (re)créent même leurs propres écoles, commerces, associations ou églises.

La session 7 était consacrée à l'étude des conséquences des politiques mises en place au niveau local sur la présence des migrants dans la ville. La présentation de Martin Rosenfeld (African Studies Center, Oxford)[7] portait sur le quartier Heyvaert à Bruxelles. L'enjeu de cette communication était de mettre en avant une tendance globale de gentrification urbaine, impulsée par des acteurs publics et privés. Si ce quartier a jusqu'à présent résisté à ce processus, la tendance est actuellement au changement. Du statut de « résistants », les acteurs privés du commerce de voitures d'occasion vers l'Afrique, implantés dans ce quartier, sont aujourd'hui en passe de devenir des « alliés » des autorités locales, qui les placent désormais en position de « développeurs » d'un espace destiné à accueillir à terme des logements « de haut standing ». Yuri Perfetti et Maria Luisa Ronconi (université de Calabre, Laboratoire de géographie appliquée) ont ensuite présenté une initiative d'accueil de migrants dans le centre historique de Riace, bourgade située sur la côte sud-est de la Calabre. Caractérisée par un exode rural important et un faible taux de natalité, cette région assiste depuis la fin des années 1990 à une augmentation importante du nombre d'arrivées de migrants sur ses côtes. Le projet *Cittá Futura* place les migrants récemment arrivés au centre du processus de régénération sociale et économique du centre-ville. En ouvrant les maisons laissées vacantes aux migrants en quête d'un logement, tout en les associant à des projets de développement économique,

7. La communication a été préparée en collaboration avec Mathieu Van Criekingen (IGEAT, Université libre de Bruxelles), Marie Chabrol (EA Habiter le monde, université de Picardie Jules-Verne) et Caroline Rozenholc (CRH – LAVUE, MAA ENSAPVS-ENSAPLV).

cette localité a fait de l'immigration le moteur de sa politique de redynamisation urbaine. Cette initiative a ainsi permis de rénover le centre ancien et de renforcer l'attractivité touristique de Riace, tandis que le succès de cette opération a inspiré d'autres villes de la région qui ont fait le choix de suivre cet exemple d'hospitalité et de développement local.

La dernière session du colloque était intitulée « Quand les mobilisations des migrants les inscrivent dans la ville ». L'ancien village olympique de Turin, aujourd'hui désaffecté et abritant environ 1 200 migrants, a été le point de départ de l'analyse d'Antonio Stopani et de Marta Pampuro (université de Turin). Complexité des statuts administratifs, tensions avec le voisinage et les autorités, précarisation et marginalisation, les intervenants ont également soulevé la question des « citoyennetés migrantes », en s'inspirant des travaux d'Étienne Balibar (citoyennetés en constante évolution et négociation). Karine Gatelier (Modus operandi, Grenoble) a aussi fait le choix de remettre en question la notion strictement juridique de citoyenneté, en se basant sur l'approche de lieux occupés par les migrants à Grenoble. Occuper illégalement un lieu et se l'approprier reviendrait à pouvoir y revendiquer des droits et à défendre son existence ; le squat apparaîtrait ainsi comme une étape sur le chemin de la conscientisation politique des migrants. S'inspirant également des analyses d'Étienne Balibar, elle considère qu'en désobéissant et en dénonçant des lois illégitimes, les migrants procèdent à des actes citoyens et participent à l'espace public (au sens philosophique du terme). Emanuela Gamberoni (Università di Verona, Dipartimento Culture e Civiltà) a présenté comment le concept italien de *social street* avait pris forme dans un quartier de Vérone, avec la pleine participation de migrants chinois, marocains, bangladais ou originaires d'Afrique subsaharienne (notamment propriétaires de commerces). *Via* Facebook et afin de lutter contre l'image péjorative du quartier, les participants tentent de cultiver les échanges multiculturels, d'organiser divers événements et de développer des systèmes gratuits d'entraide, malgré le processus de gentrification en cours. Enfin, Fanny Christou (Migrinter, université américaine de Beyrouth) est revenue sur le processus de construction politique de la diaspora palestinienne de Malmö. Elle a montré comment, en tant qu'acteurs militants, ses membres développent des activités socioculturelles et politiques qui leur permettent d'inscrire, de manière collective ou individuelle, leurs revendications dans un espace urbain fonctionnant à la fois comme le cadre, le support et le moteur d'un espace transnational de mobilisation.

Cette neuvième édition des rencontres franco-italiennes de géographie sociale a donné lieu à des présentations issues d'enquêtes de terrain finement documentées, portant sur des territoires et des échelles d'analyse variés. Menées par des chercheurs engagés et soucieux de faire respecter les droits des migrantes et des migrants auprès desquels ils mènent leurs recherches, ces communications ont permis de mettre en lumière l'approche sécuritaire qui domine l'action politique contemporaine, au détriment de la mise en place de réelles politiques d'hospitalité. En témoigne l'augmentation constante des budgets attribués aux différents corps chargés de lutter contre l'immigration « irrégulière » dans l'espace euro-méditerranéen ; mesures allant de pair avec la baisse des crédits alloués à l'amélioration des conditions d'accueil et de vie des étrangers installés au sein de l'Union européenne. De multiples communications ont permis d'illustrer les conséquences de cette tendance, qui contraint régulièrement des acteurs issus de la société civile à élaborer des « bricolages » juridiques, matériels et

financiers, afin de pallier le désengagement des institutions publiques. Les migrantes et les migrants, en tant qu'acteurs, cherchent et trouvent alors des ressources (par les réseaux, l'apprentissage de la langue, les acteurs associatifs, le religieux…) et expérimentent « par le bas » des situations de « débrouille », voire de mobilisation citoyenne. Les villes, nœuds spatiaux et relationnels, apparaissent véritablement comme les territoires les plus pertinents pour observer ces dynamiques.

En allant à l'encontre des initiatives prônant des valeurs de solidarité avec les migrants, cette mise en retrait de l'État favorise également une montée des nationalismes et de la xénophobie, tout en dénigrant le caractère multiculturel des sociétés européennes (ce qui est moins le cas aux Amériques par exemple). La question de l'hospitalité, plutôt que d'être perçue comme une solution, est généralement présentée comme un problème, particulièrement dans les médias. Au moment où les mouvements de population à l'échelle planétaire sont en constante augmentation, une approche en termes de classes sociales semble constituer une grille de lecture particulièrement pertinente à l'analyse des dynamiques migratoires contemporaines. En effet, une mobilité à deux vitesses caractérise désormais les déplacements mondialisés des individus. Alors que les gagnants du système capitaliste (politiciens, sportifs de haut niveau, hommes d'affaires, touristes aisés) circulent sans entraves entre les différents points du globe, les barrières ne cessent de se multiplier sur la route des plus pauvres, se traduisant par une multiplication des « situations de frontières[8] ». Le sort des Syriens fuyant les violences dans leur pays constitue une parfaite illustration de l'injustice de ce système. Alors que les classes privilégiées de la population bénéficient de conditions de voyage et d'installation facilitées au Moyen-Orient et dans le reste du monde, les plus vulnérables rencontrent au contraire des difficultés croissantes pour passer les frontières et se retrouvent souvent cantonnés aux marges urbaines et aux camps de réfugiés des pays au sein desquels ils trouvent refuge.

Les échanges qui ont rythmé les deux journées du colloque invitent donc à prendre à nouveau du recul et à décentrer notre regard face à l'actualité récente des migrations en direction de l'Union européenne. En plus de mettre en avant la prégnance des mouvements de population entre les régions du Sud, plusieurs interventions ont rappelé la prise en compte nécessaire du temps long des migrations dans l'analyse des flux migratoires contemporains. Plus que par le passé, les tensions qui se cristallisent actuellement autour de cette soi-disant « crise des migrants » semblent être exacerbées par les difficultés d'ordre économique auxquelles doit faire face une partie de la population européenne et sont révélatrices de la profonde crise de l'accueil, de l'hospitalité et de la solidarité dont souffre le vieux continent. La ville, les mobilités et les dynamiques citoyennes construites « par le bas » méritent donc une attention particulière de la part de la géographie sociale, qui n'a de cesse de devoir se renouveler dans le contexte actuel de mondialisation.

8. Michel Agier, « Parcours dans un paysage flottant de frontières », *Revue européenne des migrations internationales*, 2014, n° 30, p. 13-23.